N° 2 décembre 2013 Bulletin d'information Nouvelle formule

ESPAÑA REPUBLICANA

¡ mañana lo será !

Plus que jamais agir pour que la vérité soit dite sur les crimes franquistes et que cesse l'impunité

Fini le camouflage honteux, fini le « todos los bandos iguales ». Aujourd'hui en Espagne les néo franquistes s'affichent ouvertement. Il ne leur suffit plus de réécrire l'histoire en disant que toute guerre est horrible, il s'agit de revendiquer la légitimité de leurs actes et de leurs crimes.

Le 11 mai 2013, alors que s'achevaient à peine dans le reste de l'Europe les célébrations de la victoire sur le nazisme, un hommage officiel était rendu à la division Azul, unité militaire composée de volontaires espagnols ayant prêté serment de fidélité à Hitler.

La cérémonie se déroulait à Sant Andreu de la Barca, dans la banlieue de Barcelone, en présence de madame Maria de los Llanos de Luna, déléguée du gouvernement espagnol en Catalogne, qui remettait un diplôme de reconnaissance au représentant de la Hermandad Azul au nom de ce même gouvernement.

Quelques mois plus tard, en août 2013, le mouvement de jeunesse du Parti Populaire, Nuevas Generaciones, organisait plusieurs démonstrations publiques dans les provinces de Valence et Castille La Mancha au cours desquelles des proclamations étaient faites pour le retour à la dictature franquiste agrémentées du salut fasciste.

Tout cela aprés la canonisation de prêtres « martyrs de la guerre d'Espagne » victimes de la « persécution républicaine », la suppression complète des rares subventions dont bénéficiaient les organisations de la mémoire historique et l'interdiction de toute procédure judiciaire sur les crimes contre l'humanité commis par le régime fasciste de Franco.

Une première réponse est venue d'Argentine et de l'O.N.U.

Une juge argentine a lancé le 18 septembre dernier un mandat d'arrêt international contre quatre ex-fonctionnaires de la police de Franco auteurs de tortures durant la dictature.

Parallèlement, l'O.N.U a mandaté quatre experts indépendants qui ont commencé leurs investigations le 24 septembre.

Ils ont rencontré les associations de victimes du franquisme et demandé à l'état espagnol de présenter, conformément à ses obligations internationales, un plan national de recherche des personnes disparues ajoutant que la prescription des poursuites ne pouvait commencer à courir que du jour où cessait la disparition forcée.

L'Espagne a été également invitée à ratifier la convention internationale sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Sommaire

Vérité contre impunité	1
Gabriel RIVERA nous a quitté	2
Les brigades internationales au secours de l'Espagne Républicaine	2
Valeurs républicaines et solidarité	4
Colloque sur la révolution des Asturies	5
Le monument départemental de l'exil	5
Hommage aux combattants antifascistes espagnols	6
Solidarité avec le peuple espagnol	6
Voyage en Cantabrie et Asturies	6
La terre à ceux qui la travaillent	6
70ème anniversaire de la bataille d'Eysses	7
Des dates à retenir	8

Mémoire de l'Espagne Républicaine

Tout cela n'aurait pas été possible sans l'action permanente et résolue des associations pour la mémoire historique.
Déjà le parlement de Navarre, malgré l'opposition du Parti Populaire, a approuvé le 14 novembre 2013 « una ley foral de reconocimiento y reparacion moral de los ciudadanos navarros asesinados a raiz del golpe militar de 1936 ».
Cette loi fait notamment obligation à l'administration régionale d'assumer la charge matérielle de recherche et recensement des disparus.
Plus que jamais il nous incombe à tous, en France comme en Espagne, de faire tomber « el pacto del olvido y del silencio » car comme le disait le poète Marcos Ana après 23 ans passés dans les prisons de Franco « a los que dicen « hay que pasar pagina » debemos contestar « si pero despues de haberla leida, despues de haberla escrita ».

Un combattant pour la justice et la liberté nous a quitté

Notre ami Gabriel RIVERA est décédé le 15 juillet dernier à AGEN à l'âge de 97 ans.
Son état de santé s'était dégradé depuis plusieurs mois et il avait demandé à être inhumé avec le drapeau républicain espagnol.
Gabriel RIVERA était né le 16 mars 1916 à Gerindote à proximité de Tolède.
Le 18 juillet 1936, au moment du coup d'état des généraux félons, ouvrier agricole, porte-parole de l'U.G.T et secrétaire des jeunesses communistes de son village il s'était rendu avec une trentaine de jeunes à Tolède pour s'engager aux côtés de la république avec pour toutes armes deux fusils.
Il participera aux combats de la cité universitaire de Madrid puis à ceux de Navalmoral de la Mata en Estrémadure dans la province de Cáceres.
Son frère, de dix ans son ainé, tombera sur le front de Madrid le 14 octobre 1937.
Gabriel sera lui-même blessé à deux reprises, à la tête en avril 1937 du côté de Fraga sur le front d'Aragon, puis à l'épaule pendant la bataille de l'Ebre le 11 novembre 1938.
Venu en France à la suite de la retirada, il sera interné au camp de concentration de Saint Cyprien puis livré par la police de Vichy à l'organisation allemande TODT et affecté à la construction de la Base sous-marine de Bordeaux.
Il prendra la direction d'un réseau interne de résistance chargé de faire parvenir des renseignements et de saboter le matériel et échappera de justesse à l'arrestation.

Le 22 mars 2009, Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR, Maire d'Agen, lui a, à son tour, remis la médaille de la ville d'AGEN. Tous se souviennent de l'émotion qui entourait cette cérémonie que Gabriel avait conclue en entonnant des chants républicains.

Il rentrera alors dans la clandestinité et rejoindra les maquis des Landes avec lesquels il participera à la libération d'Agen.
Il connaitra de nouveau la clandestinité lorsque le gouvernement français déclenchera le 7 septembre 1950 l'opération policière Boléro-Paprika contre les combattants antifranquistes résidant en France.
Son combat pour la liberté sera enfin reconnu lorsque le 21 novembre 2008, Monsieur Alain JUPPE, Maire de Bordeaux, lui a remis, aux côtés de douze républicains espagnols qui s'étaient illustrés dans la résistance à Bordeaux et en Aquitaine, la médaille de la ville de Bordeaux.
Parmi les douze récipiendaires figuraient, outre Gabriel RIVERA, deux autres lot et garonnais, nos amis Jaime OLIVES et Isaac CASARES.

Contre la non intervention ils étaient aux cotés des peuples d'Espagne

200 ans à eux deux, Florencio le combattant républicain espagnol, Antoine le brigadiste international évoquent leurs combats communs pour la liberté et la défense de la république en Espagne.
Ce samedi 29 septembre 2013, ils venaient de recevoir de la main de Jean Paul CHANTEREAU, secrétaire général adjoint de l'ACER, la médaille commémorative éditée à l'occasion du 75e anniversaire des Brigades Internationales.
Ce fut une journée pleine d'émotion à l'évocation de tous ceux, venus du monde entier au soutien de la République espagnole en butte à l'intervention des nazis allemands et fascistes italiens et portugais.

La conférence de Jean Paul CHANTEREAU

Jean Paul CHANTEREAU décrivait les circonstances de la création des brigades internationales, officialisées par le gouvernement républicain espagnol le 22 octobre 1936, alors que déjà, spontanément ou par des circuits plus organisés, de nombreux volontaires avaient afflué en Espagne indignés par la politique de non intervention des démocraties occidentales.

35 000 volontaires dont près de 10 000 français, 53 nationalités.

Ils supporteront les combats les plus durs, près de 10 000 d'entre eux dont 3 000 français perdront la vie. Madrid la cité universitaire et la casa del campo, Jarama, Guadalajara, Brunete, Belchite, l'Ebre et tant d'autres fronts.

Et l'hommage massif du peuple espagnol le 28 octobre 1938 à l'occasion de la « despedida »lorsque le gouvernement républicain espagnol, prenant au mot les puissances non interventionnistes, décidait unilatéralement du retrait des combattants de nationalité étrangère.

Jean Paul CHANTEREAU concluait son intervention par l'évocation de la création en 1938 de l'AVER pour aider au plan moral et matériel les anciens brigadistes. Un combat tardivement reconnu en 1996 à l'occasion du transfert des cendres d'André Malraux au Panthéon. La même année naissait l'ACER qui perpétue aujourd'hui cette mémoire et les valeurs toujours d'actualité pour lesquelles avaient combattu les brigadistes internationaux.

La conférence de Pierre ROBIN

C'est un éclairage lot et garonnais qu'apportait Pierre ROBIN, historien et animateur des Amis du Vieux Nérac. Pour rappeler d'abord l'immense élan de solidarité qui s'était manifesté en Lot et Garonne avec l'Espagne républicaine : solidarité politique avec des rassemblements massifs et manifestations à Agen ,Fumel… , solidarité financière et matérielle avec la mise en place d'un dense réseau de structures de soutien qui collectera vivres, médicaments, argent, solidarité par l'accueil d'enfants orphelins issus en majorité d'Irun et du pays basque en octobre 1936 puis en avril 1937. Enfin à partir du mois d'août 1936 départ de volontaires pour combattre aux côtés de la république.

Des espagnols issus de l'émigration économique d'abord, dans le villeneuvois, le fumélois puis, avec la mise en place de réseaux plus structurés chargés de recruter, d'organiser les départs et l'acheminement en Espagne, départ d'homme engagés, militants plus âgés et aguerris, communistes ou syndicalistes souvent.

37 départs recensés par la police dont la liste n'est pas encore définitivement établie.

Pierre ROBIN évoquait ensuite le parcours de certains d'entre eux en Espagne puis à leur retour en France.

La projection de L'ESPOIR POUR MEMOIRE

C'est ces volontaires de liberté que le documentaire de Jorge AMAT nous permettait de voir et d'entendre, anciens des brigades internationales parlant de leur lutte, de leur motivation et de leurs destinées. Des parcours différents avec la conscience qu'en Espagne c'est pour la liberté de tous les peuples qu'ils combattaient.

Photo de gauche : Antoine PIÑOL.
Photo de droite : David LLAMAS
et Jean Paul CHANTEREAU

Pierre ROBIN

Valeurs républicaines et solidarité

Ce fut une journée qui permettait de mesurer la permanence des valeurs qui irriguaient la République Espagnole et la solidarité active qui s'est manifestée aux côtés des exilés espagnols en France.

Des valeurs perpétuées aujourd'hui par l'Association des Amis de la Médecine Sociale, propriétaire et gestionnaire de l'hôpital Varsovie (devenu hôpital Joseph Ducuing) et de la Maison de retraite.

Son président Michel ROUMY et son directeur David GONZALVO nous ont délivré un message d'espoir et de lutte.

A l'heure des dépassements abusifs d'honoraires et de la marchandisation de la santé, une volonté de soigner également tous, sans discrimination d'origine ou de fortune, une volonté aussi d'innover tout en restant fidèle à sa vocation humaniste.

Varsovie c'est le planning familial, la prise en charge du Sida, les soins palliatifs …à l'heure où le monde hospitalier se désintéressait de ces nouvelles thérapies ou pathologies sans doute jugées économiquement peu rentables.

C'est aujourd'hui un centre régional pilote pour les maladies rares et orphelines.

Fidélité à l' « Hospital Varsovia » nous rappelait le docteur Stéphane ACZEL

Son exposé, agrémenté de la projection d'extraits du documentaire « Spain in Exile » réalisé en 1946 par le Joint Anti-Fascist Refugee Committe (JAFRC), faisait vivre la création de l'hôpital Varsovie par les guérilleros espagnols au lendemain de la Libération, la médecine sociale avancée (et gratuite pour ceux qui n'avaient aucune couverture sociale) pratiquée à l'hôpital des espagnols, les actes de solidarité qui ont permis qu'il continue à vivre notamment au moment de l'opération boléro-paprika en 1950 lorsque tous ses médecins républicains espagnols ont été interdits d'exercice du jour au lendemain et expulsés de France.

Merci à Nicolas Borot, membre du conseil d'administration de l'hôpital, et à notre ami de MER 47 Fernand Gonzalez, chevilles ouvrières de l'organisation de cette matinée.

L'après-midi était consacrée, sous la conduite de l'un de ses initiateurs, Progreso Marin et des amis d'IRIS Mémoire d'Espagne, au circuit de mémoire de Toulouse capitale de l'exil républicain.

Un parcours qui débutait avec la reproduction, sous les arcades de la place du Capitole, de la photographie de Capa représentant un milicien tué au combat près de Cerro Muriano en septembre 1936.

Puis c'était 69 rue du Taur, l'emplacement aujourd'hui de la Cinémathèque, le ciné Espoir, lieu des meetings et fêtes de l'exil et siège du PSOE et de l'UGT.

La place St Sernin et la Bourse du Travail où se réunissaient PCE et CNT et siège au 3 de la rue Mery de la section toulousaine de la CNT.

Un passage au 1 boulevard d'Arcole où se trouvait la librairie des éditions espagnoles (L.E.E) et nous rejoignions le 4 rue de Belfort, siège national et international de la CNT.

Au numéro 14 de la rue de l'Etoile, El Ateneo Español, et nous voilà, selon l'expression de notre ami Progreso, « al Parlamento », place Wilson.

C'est là qu'ils se retrouvaient, socialistes, communistes, libertaires, républicains …pour vendre leurs journaux, refaire la guerre sans oublier le « el año que viene será en España » qui concluait beaucoup de discussions enflammées.

Beaucoup d'émotion à ce souvenir et la volonté de faire vivre aujourd'hui cette mémoire et ces valeurs.

Colloque sur la révolution des Asturies

MER 47 organise au mois d'octobre 2014 en association avec les AVN (Amis du Vieux Nérac) et la revue Ancrage un colloque sur le thème :

Espagne 1934
actualité et répercussions
de la révolution des Asturies

.

Un appel à communication rédigé en langues française et espagnole a été mis en ligne sur le site de MER 47 : http://mer47.org/wp/

Le colloque abordera le contexte général dans lequel se sont inscrits les événements d'octobre 1934 en Espagne et plus particulièrement en Catalogne et Asturies. Il étudiera les spécificités de la révolution asturienne autour du mot d'ordre UHP (Unissez-vous Frères Prolétaires) mais aussi la répression impitoyable qui a suivi et la solidarité qui s'est manifestée au niveau international en direction de ses victimes.

Il en analysera les répercussions et les lendemains.

Devant le monument départemental de l'exil républicain

La veille de la journée d'hommage aux volontaires internationaux qui ont combattu pour la défense de la République Jean Paul Chantereau secrétaire général adjoint de l'ACER et une délégation de MER 47 se sont recueillis devant le monument départemental de l'exil républicain square Antonio Machado à Villeneuve sur Lot. Lot.

Hommage aux combattants antifascistes espagnols

Comme chaque année MER 47 et MERR 32 se sont retrouvés le 20 juin 2013 à FRANCESCAS aux côtés d'élus et habitants de cette commune lot et garonnaise pour commémorer le souvenir des cinq républicains espagnols tués le 20 juin 44 par les nazis.
Le lendemain c'est au cimetière de CONDOM puis à CASTELNAU SUR AUVIGNON que se poursuivaient les commémorations en souvenir des Républicains Espagnols engagés dans la résistance antifasciste.
Un souvenir toujours présent dans la mémoire de la population locale.

Une action de solidarité avec le peuple espagnol !

MER 47 s'est une nouvelle fois associée à une initiative du Secours Populaire Français SPF de Lot et Garonne en direction de l'Espagne.
Une collecte a été réalisée lors de notre journée du 29 septembre 2013 qui permettra d'offrir une aide alimentaire aux populations de Consuegra et Madridejos (dont notre ami Julio Cañadilla, combattant de l'Ebre, décédé l'an dernier, était originaire).
Ainsi les habitants de ces villes sauront que l'idéal républicain c'est aussi la solidarité.

Voyage en Cantabrie et Asturies

Ce sera l'occasion, outre l'aspect convivial et récréatif, de visiter les lieux emblématiques des maquis des Picos de Europa.
En cette année 2014, 80éme anniversaire de la révolution d'octobre 1934 en Asturies, l'occasion aussi de se souvenir des luttes courageuses des mineurs asturiens.
Un programme plus détaillé sera communiqué, la période la plus propice paraissant être le mois de mai 2014.

La terre à ceux qui la travaillent !

En juillet 2012, à Osuna près de Séville, la "finca" de Las Turquillas, une base militaire du gouvernement Andalou laissée à l'abandon, a été occupée pacifiquement par Juan Manuel Sanchez Gordillo (député IU de la Junta de Andalucia et maire de Marinaleda) ainsi que par le SAT (Syndicat Andalou des Travailleurs), avec à sa tête son leader Diego Canamero accompagné de plus de 500 manifestants.
Ils ont fait l'objet de poursuites et le Tribunal Superior de Justicia de Andalucía (TSJA) a condamné à 7 mois d'emprisonnement, outre des peines d'amende, Juan Manuel Sanchez Gordillo et Diego Cañamero ainsi que trois autres manifestants.
Un appel a été lancé par plusieurs associations mémorielles françaises, membres de la coordination nationale, dont MER 47.
Signez sur le site de MER 47 : http://mer47.org/wp/

Pour que la terre soit un bien commun

Les associations mémorielles ci-dessous signataires, regroupées en coordination nationale, initiatrices de cette pétition, n'oublient pas qu'un des principaux points du programme de la République Espagnole était la réforme agraire, engagée en septembre 1932.
A l'époque il y avait deux millions d'ouvriers agricoles sans terre, soumis à l'arbitraire des grands propriétaires.
Aujourd'hui, la situation n'a pas beaucoup changé : 2 % des riches propriétaires possèdent plus de 50 % des terres. En Andalousie, il y a 500 000 sans terre et 37 % de chômeurs.
Les « jornaleros » organisés dans le SAT continuent cette lutte ancestrale afin que la terre revienne à ceux qui la travaillent.

C'est pour cela que les gouvernements successifs se sont acharnés et s'acharnent encore à l'encontre des syndicats agricoles et les mouvements sociaux les plus combatifs. Pour avoir occupé de grandes propriétés laissées à l'abandon - appartenant notamment au Ministère de la Défense - 54 militants, dont le député-maire de Marinaleda Juan Manuel Sánchez Gordillo et le porte-parole du SAT Diego Cañamero, sont l'objet de plusieurs procès politiques visant à criminaliser leur action, et ainsi intimider les militants.

Ils encourent de nombreuses peines de prison et des amendes de plusieurs centaines de milliers d'euros. Leur lutte pacifique est légitime, rejoint les valeurs que nous défendons et mérite d'être largement soutenue et popularisée.

Associations signataires membres de la coordination

Amis des Républicains Espagnols en Région Parisienne (Paris)	ASEREF (Hérault)
Ay Carmela (Gironde)	IRIS Mémoires d'Espagne (Haute-Garonne)
Memoria andando (Aveyron)	MER 47 (Lot et Garonne)
Terre de Mémoire(s) et de lutte (Pyrénées-Atlantiques)	MER 64 (Pyrénées-Atlantiques)
MHRE 89 (Yonne)	Terre de Fraternité (Haute Garonne)

Les signataires de cette pétition demandent :

1 - L'arrêt des poursuites et de la répression à l'encontre des 54 du SAT !

2 - L'annulation du procès et la recherche d'une solution afin que la terre devienne enfin « un buen vivir ».

Cette pétition sera adressée au gouvernement autonome régional d'Andalousie, au gouvernement espagnol, à l'ambassade d'Espagne en France, à la mairie de Marinaleda et au SAT.

"UNIS COMME A EYSSES" 70ème anniversaire de la bataille d'EYSSES

Ces samedi 22 et dimanche 23 février 2014 les commémorations revêtiront un caractère particulier pour le 70e anniversaire de la bataille d'Eysses.

Un rappel historique

En septembre 1943, le gouvernement de Vichy décide de concentrer tous les condamnés et prévenus pour faits terroristes dans seize prisons dont Eysses en Lot et Garonne.

Ils seront finalement 1200 à rejoindre la centrale, venus principalement de zone sud mais aussi de Paris et du Nord.

Parmi eux beaucoup de républicains espagnols, dont certains investis de responsabilités importantes que ne soupçonnaient pas les services de police de Vichy et les nazis : des dirigeants nationaux du P.C.E et du P.S.U.C , Luis MARRASE ancienne estafette personnelle du président Negrin et responsable de la presse clandestine espagnole et catalane, d'anciens haut gradés ou commissaires politiques de l'armée républicaine.... Très rapidement « l'esprit d'Eysses » régnera dans la centrale et imposera le respect des droits des politiques qui y sont internés, une organisation clandestine et pluraliste se mettra en place, outre le partage de la nourriture ce sera également celui du savoir, des cours seront dispensés, des conférences ...

Et la solidarité, « Unis comme à Eysses »

Le 9 décembre 1943 un détachement de G.M.R vient prendre livraison de 154 détenus jugés irréductibles, dont des anciens des Brigades, pour les livrer aux nazis. Les internés refusent de quitter les dortoirs et s'y barricadent, leurs camarades enfoncent les portes des dortoirs, un millier d'hommes font face dans l'allée de l'infirmerie aux mousquetons des G.M.R et entonnent la Marseillaise.

Au bout de trois jours, « les 3 glorieuses », Vichy recule et les G.M.R se retirent.

Le 4 janvier 1944 une première évasion réussie de 54 détenus sera suivie le 19 février 1944 d'une tentative d'évasion collective des 1200 politiques détenus à Eysses.

Elle se déroulera sous la direction du Colonel Fernand Bernard, ancien d'Espagne, membre de l'état-major de la 35e Division Internationale puis commandant de la 139e Brigade Mixte.

L'arrivée impromptue de la corvée des droits communs va faire échouer la sortie et les combats qui s'en suivront dureront douze heures aux termes desquelles, après que des négociations se soient ouvertes avec la préfecture, les insurgés regagnent leurs dortoirs,

rendent les armes et libèrent leurs otages sur la promesse qu'il n'y aurait pas de représailles.
Le milicien Schivo, directeur de la centrale et Darnand, secrétaire général au maintien de l'ordre de Vichy, venu sur place, ne tiendront pas parole.
Le 23 février Eysses devient le siège d'une cour martiale qui condamne à mort, à huis clos, sans aucune défense ni possibilité d'appel, douze des insurgés.
Leur exécution suit immédiatement le prononcé de la sentence.
Parmi les 12 fusillés, deux républicains espagnols : Domenec Serveto Bertran et Jaime Sero Bernat qui ne seront reconnus morts pour la France que 67 ans plus tard en février 2011.

Rappelons qui ils étaient

Jaime SERO BERNAT, militant des Jeunesses Libertaires, intégra le Corps des Carabiniers durant la Guerre d'Espagne. Réfugié en Normandie, il adhéra au PSUC en octobre 1942. Après la rafle du 30 novembre 1942 qui décapita la Direction espagnole de la Zone Occupée, Jaime SERO s'installa à Paris où il réorganisa des groupes espagnols et servit d'instructeur militaire à des Résistants français. Arrêté en avril 43, il sera jugé et condamné en juillet 43 par la Section Spéciale de Paris, Tribunal d'exception mis en place par Vichy pour lutter contre la Résistance. A Eysses, il fut blessé lors des combats du 19 février et fusillé.

Domenec SERVETO BERTRAN, également militant du PSUC. On ignore quel fut son rôle exact durant la Guerre d'Espagne mais il semble avoir été chargé de missions secrètes. Resté clandestin en Catalogne après la victoire des troupes franquistes, il doit brusquement se réfugier en France en 1940. Détenu à Septfonds, il sera arrêté en juillet 1941 pour son activité clandestine dans le camp puis condamné par le Tribunal Militaire de Montauban, autre tribunal d'exception de Vichy. Blessé le 19 février comme son camarade SERO, il sera également fusillé.

La répression ne s'arrêtera pas là

Le 15 mai, 36 détenus sont amenés à BLOIS, prison allemande d'où ils seront déportés en Allemagne. Le 30 mai 1944, les 1200 détenus restants sont amenés à la gare de PENNE, une partie en camions, l'autre partie à pied, mains sur la tête sous les coups des S.S et des miliciens, d'où ils seront déportés vers COMPIEGNE puis DACHAU.
C'est sur ce trajet de Villeneuve à Penne qu'Angel HUERGA FIERRO, jeune ingénieur agronome, sera lynché par les S.S de la division DAS REICH.
Angel HUERGA s'était engagé, au tout début de la Guerre d'Espagne, dans les Services de Renseignement puis avait servi comme Instructeur politique de Division. A Eysses, il faisait partie du triangle de direction de l'organisation espagnole. Sa très jeune fille fut recueillie et élevée par un Sénateur français.
Ce mois de février 2014, MER 47 honorera leur mémoire et celle de tous les combattants de la liberté français et de toutes nationalités qui ont porté haut les valeurs d'Eysses.

DES DATES A RETENIR

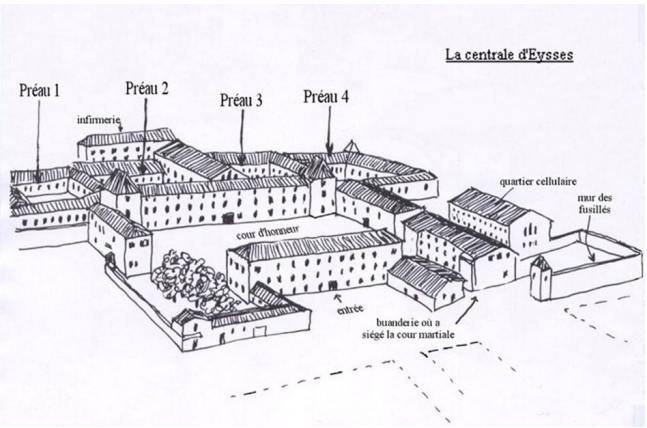
Dimanche 9 février 2014
C'est l'Assemblée Générale
de MER 47

Un programme plus détaillé sera communiqué, ce sera l'heure de faire le bilan de l'année et des projets pour 2014.
Sans oublier le repas républicain et l'animation de l'après-midi à laquelle, adhérents ou non, tous vos amis peuvent assister.

Venez nombreux.

Samedi 22 février 2014
et
dimanche 23 février 2014
commémorations d'Eysses

Elles revêtiront cette année un caractère particulier en ce 70e anniversaire de la bataille d'Eysses, des 13 fusillés morts pour la France dont les deux républicains espagnols Domenec Serveto Bertran et Jaime Sero Bernat et des 1200 détenus de la prison déportés vers Compiègne et Dachau.



Source : musée virtuel de la résistance